

Sur les pavés, le collage

écrit par Jerome Burgener | 6 mai 2022

Dans un café biennois, la responsable presse de Renovate Switzerland, Cécile Bessire, explique, non sans manifester à plusieurs reprises une anxiété palpable pour l'avenir, la raison d'être de ce nouveau mouvement citoyen: «Renovate Switzerland est constitué de personnes différentes, certaines d'entre elles se sont rencontrées auparavant dans d'autres organisations. Nos sympathisants ont constaté que toutes les précédentes actions n'ont pas réussi à amener les changements nécessaires. Ils ont ensuite réfléchi aux stratégies les plus pertinentes et efficaces à mener, afin que le gouvernement se mette à agir vraiment pour la cause climatique.»

Certains activistes sont donc des déçus d'autres mouvements écologistes connus tels que la Grève pour le climat ou Extinction Rebellion (XR). La Biennoise, pour sa part, est justement passée par la case XR: «On n'en fait pas vraiment «partie». Se rebeller contre l'extinction, c'est une activité.» Une activité à part entière, puisque Cécile Bessire a abandonné son emploi de logopédiste pour faire de la résistance civile son métier: «Si nous ne le faisons pas, nous risquons de perdre bien plus, à savoir tout ce que nous connaissons, tout ce que nous aimons» décrit-elle, pour le moins confiante quant à la capacité de son mouvement à redistribuer les cartes. «Face à ça, mon confort personnel n'a que peu d'importance.»

«LES JOURNALISTE SONT TRÈS CONTENTS QUE NOUS LES INVITONS ET QU'ILS AIENT QUELQUE CHOSE À RACONTER.»

Cécile Bessire, Responsable presse Renovate Switzerland

Mais mener bataille sur le terrain a un coût, aussi bien

matériel que juridique, lorsqu'il s'agit de faire face aux sanctions. La responsable presse énumère plusieurs sources de financement, comme des particuliers qui ne peuvent ou ne veulent pas se coller la main sur des routes. Renovate Switzerland perçoit également de l'argent d'un fonds international pour le climat soutenant des initiatives citoyennes, Climate Emergency Fund (lire en fin d'article). Les revendications du mouvement sont simples. Il demande au Conseil fédéral de mettre en œuvre un vaste programme de rénovation des bâtiments, aussi bien publics que privés. Cela concerne, selon Renovate Switzerland, un million de constructions, à l'horizon 2040. Quand il s'agit de détailler le montant nécessaire pour mener à bien ce véritable nettoyage des écuries d'Augias, Cécile Bessire reste évasive: «Dans tous les cas, la somme sera moins élevée que les coûts engendrés par la crise climatique si nous n'agissons pas maintenant. Il faut voir la rénovation des bâtiments comme un investissement. Elle améliore le confort de vie, augmente la valeur de biens immobiliers, crée des emplois, etc.»

Tout le monde passe à la caisse

Pour accomplir cet ambitieux projet, Renovate Switzerland prévoit que tout un chacun passe à la caisse via l'impôt. Ainsi, c'est l'argent public qui viendrait augmenter la valeur des biens immobiliers détenus par des privés, souvent aisés. Une problématique qui ne trouble pas la citoyenne biennoise: «Il faut se rendre compte que nous allons tous payer très cher ces prochaines années à cause de l'inaction du gouvernement durant les trois dernières décennies. Nous allons payer financièrement, mais aussi avec nos vies et notre confort. Il n'y a plus de bonne solution.»

Ce qui peut frapper, surtout lors de la première action menée le 11 avril à la hauteur de la sortie d'autoroute de Lausanne-Malley, c'est la présence de nombreux journalistes dont ceux

de la télévision fédérale, avant le début de l'action. Cécile Bessire explique que les représentants des médias avaient été mis au courant au préalable: «De manière générale, nous pouvons faire confiance aux journalistes. Il suffit d'être clair sur la nature des actions que nous menons. Ils sont, en général, contents que nous les invitions et qu'ils aient quelque chose à raconter.»

L'apparition de ce nouveau mouvement fait réagir Johann Dupuis, conseiller communal de la Ville de Lausanne et spécialiste des questions climatiques. Pour lui, ces formes d'actions coup de poing ne sont pas forcément la meilleure solution: «L'expérience nous montre que les rassemblements de masse avec des revendications clairement articulées sont bien plus susceptibles d'exercer un impact sur le monde politique et l'ensemble de la population. Dix mille citoyens dans les rues auront toujours plus d'impact sur les politiciens que douze personnes isolées. Les manifestations de masse dans l'espace public sont des leviers majeurs des changements démocratiques alors que de telles actions coup de poing s'inspirent en partie du registre militaire et peuvent provoquer du rejet chez celles et ceux qui les subissent.» Il souligne qu'un programme national d'assainissement du bâti est une urgence et que le but de Renovate Switzerland est louable, tout en déplorant que ces fonds alloués soient toujours des subventions aux propriétaires et qu'ils aboutissent souvent à des augmentations de loyer pour les locataires. Cécile Bessire précise que les demandes de Renovate Switzerland incluent la protection des locataires contre cette éventualité.

Les citoyens prenant part aux actions de Renovate Switzerland se revendiquent d'une démarche nécessaire, contraignante mais néanmoins pacifiste. L'est-elle vraiment? Pas si sûr selon Samuel Thétaz, avocat au barreau et associé chez Métropole Avocats à Lausanne: «Le terme terrorisme est sans doute trop fort, mais si on le définit comme l'emploi systématique de la

violence pour atteindre un but politique, on s'en rapproche.» Il justifie: «J'estime le blocage d'une voie routière comme relevant d'une violence inouïe faite aux usagers de la route, qui en sont des victimes. Ils ne roulent pas par plaisir, mais pour des nécessités que ces gens ne semblent pas connaître, ou pas vouloir reconnaître. » Si Samuel Thétaz devait un jour défendre un automobiliste impliqué dans un accident avec un membre de Renovate Switzerland, il ne ferait aucune concession: «Je n'aurais aucun scrupule à demander son acquittement pur et simple et à nier toute forme de faute de sa part.»

«Au fond, il s'agit d'une forme de misanthropie. L'homme est mauvais parce qu'il pollue, il convient donc de le haïr.»

Samuel Thétaz, Avocat au barreau associé Métropole Avocats

Une justice complaisante?

Si Samuel Thétaz estime que le cadre juridique suisse est suffisant, il déplore un certain laxisme vis-à-vis des actions climatiques: «Des juges de première instance ont reconnu l'an passé la légitimité politique d'actions de membres d'Extinction Rebellion, en tordant la notion juridique de l'état de nécessité et en faisant prévaloir leurs opinions privées dans leurs jugements. Certains magistrats ne peuvent pas se résigner à faire inscrire une ligne au casier judiciaire d'un prévenu alors que sa lutte leur paraît juste. Nous assistons parfois, stupéfaits, à des acquittements de délinquants au nom d'une loi supérieure, aussi quelquefois, parce que des retraits de plainte sont intervenus.»

Il souligne que l'état de nécessité n'a jamais été retenu par le Tribunal fédéral dans ces cas d'espèce, ni, à sa connaissance, par des Cours pénales de deuxième instance:

«Cette rectitude des autorités pénales supérieures ne procède pas simplement de garanties de la sécurité du droit, mais elle permet à la société de ne pas devenir l'objet des tenants de la force. J'appelle de mes vœux la poursuite des manifestants également pour contrainte, dans la mesure où, par leurs actions, ils entravent les usagers dans leur liberté d'action. La contrainte, infraction d'une gravité certaine, relevant d'un délit contre la liberté, est poursuivie d'office, ce qui rendrait d'éventuels retraits de plainte inopérants. Je suis certain que, si ces manifestants étaient condamnés aussi pour contrainte, nous verrions le nombre de candidats à ces navrantes opérations diminuer en flèche.»

La virulence de ce type d'interventions n'est pas de nature à décourager la Biennoise Cécile Bessire: «Je les comprends, car ce que nous faisons est désagréable, aussi bien pour les personnes prises dans les bouchons que pour nous. Les gens sont fâchés car nous les perturbons dans leur routine et c'est compréhensible. Nous y sommes préparés et nous savons que nous ne sommes pas là pour être appréciés. La plupart des participants n'ont pas envie de faire ça. Nous sommes forcés de le faire.»

Qu'est ce que Climate Emergency Fund?

On peut lire sur le site de Climate Emergency Fund que le fonds a été créé par «un groupe prestigieux de philanthropes ayant des liens avec le monde des affaires et de la politique».

Parmi ces fondateurs, on retrouve Trevor Neilson. Il a officié en tant que directeur exécutif de «Global Business Coalition», un groupe de santé mondiale créé grâce aux investissements de Bill Gates, George Soros et Ted Turner.

Toujours selon le site, le fonds a été inspiré, en partie, par des étudiants protestataires comme Greta Thunberg. Ses organisateurs ont déclaré qu'ils travaillaient avec de jeunes

militants aux États-Unis, comme Katie Eder, qui dirige la Future Coalition, pour offrir des «kits de démarrage pour militants». Ils recevront des outils tels que des porte-voix et des documents imprimés.

Le message de Trevor Neilson est clair: «Si vous êtes un enfant qui veut lancer quelque chose, nous vous soutiendrons. Les adultes vous ont laissé tomber dans la lutte contre le changement climatique.» Il faut toutefois noter la présence de Willy, Pascale, Eric ou encore Christian dans les rangs de Renovate Switzerland, les quatre un brin plus âgés que des «enfants».

Climate Emergency Fund explique avoir déjà financé 83 organisations, formé près de 20 mille activistes climatiques et mobilisé plus d'un million de militants, depuis sa création en 2019. Rien que cette année, 1,7 million de dollars ont été engagés pour 23 formations qualifiées de «courageuses et ultra-ambitieuses».

Parmi ces formations, quelques noms connus figurent: Scientists Rebellion, un Extinction Rebellion constitué de scientifiques. Une action avait été menée au début du mois d'avril à Berne. Just Stop Oil est aussi financé par le fonds. La demande du collectif est très claire: l'abandon de l'utilisation des énergies fossiles.